

PROCÈS DE L’AFFAIRE SONATRACH 1

Les avocats de Sonatrach enfoncent Meziane

Le début des plaidoiries des différentes parties dans l'affaire Sonatrach 1 a donné au procès un nouveau souffle. A son vingtième jour d'audience, le traitement de l'affaire a réellement entamé sa trajectoire. Les plaidoiries des représentants du Trésor public et ceux de Sonatrach ont mis le tribunal criminel et toutes les parties concernées dans une ambiance particulière. Des plaidoiries à charge ont été développées à l'encontre des 19 mis en cause dans cette affaire.

Abder Bettache - Alger (Le Soir)
- Dans notre précédente édition, il a été posé la question de savoir «que sera la stratégie qui sera mise en place par les avocats de la partie civile, notamment celle intervenant au nom du Trésor public pour peser sur le verdict du tribunal criminel». Le début de réponse a été entamé tôt dans la matinée par les deux avocats représentant le Trésor public, en l'occurrence M^{es} Zouakou et Oularbi Djamel. D'ailleurs la plaidoirie de ce dernier a été attentivement suivie par l'assistance avec un intérêt particulier des avocats de la partie civile, en l'occurrence la compagnie pétrolière Sonatrach. Cela dit, il n'en demeure pas moins que l'intervention de M^e Zouakou a duré plus d'une heure trente minutes, durant laquelle il a usé de toutes ses techniques et autres règles et articles de droit pour expliquer «la présence des avocats de l'agence judiciaire du Trésor public à ce procès». Pour preuve, à l'entame de sa plaidoirie, l'avocat Zouakou s'est interrogé sur «cette levée des boucliers de mes confrères lorsque, nous autres avocats du Trésor avons annoncé notre constitution dans cette affaire». «Cette levée de boucliers ne date pas d'aujourd'hui, mais plutôt depuis que l'affaire a été enrôlée par le parquet général, soit depuis mars 2015», a-t-il affirmé. M^e Zouakou poursuit son interven-

tion, en expliquant «l'importance de notre présence ici dans ce procès». Et d'ajouter : «A qui appartient la compagnie Sonatrach et qui sont ces actionnaires ?». Les «254 000 actions du capital de la compagnie appartiennent tous à l'Etat et l'Etat on le représente ici dans ce procès, ce qui justifie amplement notre présence ici dans ce procès». L'avocat persiste dans sa démarche et tente de faire admettre que «les avocats du Trésor public sont là pour défendre les intérêts de l'Etat qui détient la quasi-totalité des actions de la compagnie Sonatrach». Dans la foulée de son intervention, M^e Zouakou scrute la salle et braque son regard vers le box des accusés et lâche : «En face de nous, dans ce box des accusés, se trouve l'élite de Sonatrach pour ne pas dire l'élite de notre pays.» L'avocat enchaîne et commence à expliquer les différentes affaires citées dans ce procès. C'est dans cette optique qu'il dira que dans «le contrat conclu entre Sonatrach et le groupe algéro-allemand, il s'agit d'une véritable affaire de Zaouadj El Moutaa (Mariage de jouissance)». L'autre avocat représentant le Trésor public en l'occurrence M^e Djamel Oularbi n'a pas été par trente-six chemins pour crier haut et fort que «Sonatrach était victime des agissements des personnes poursuivies



Le procès est à son vingtième jour.

Photo : DR

dans cette affaire », d'où son interrogation «pourquoi le groupe Sonatrach n'a pas déposé plainte et ne s'est pas constitué partie civile ?». Clash ! Les avocats réagissent, ripostent. «Pourquoi nous sommes là alors», a-t-on déclaré. L'avocat en question use de la même stratégie que son prédécesseur et déclare : «Puisque Sonatrach n'a pas subi de préjudice cela suppose que notre présence n'a aucune signification et par conséquent on doit tous quitter la salle et fermer le dossier», a-t-il expliqué.

«Sonatrach a subi un préjudice moral et matériel»

Dans sa plaidoirie, M^e Oularbi a longuement commenté les différentes prestations assurées par les mis en cause à travers les contrats de consulting décrochés par les fils

Meziane et autres inculpés avec les sociétés Saipem, Contel et Funkwerlt. «Comment expliquer ce contrat de consulting pour une rémunération mensuelle de 30 000 euros par mois ? Monsieur le président, comment expliquez-vous cette offre de consulting si ce n'est une forme de corruption qui ne dit pas son nom ? Je crois que les choses sont claires et ne nécessitent pas une grande réflexion», dira l'avocat, en citant à charge les mis en cause ayant négocié «dans une opacité totale» avec l'italien Saipem pour la réalisation du gazoduc GK3.

Dans l'après-midi, ce sont les avocats de la partie civile, soit ceux de Sonatrach, qui rentrent en lice d'emblée. Au nombre de trois avocats, la défense de la partie civile passe à l'offensive dès son entrée en lice. D'emblée, M^e Benrabah Djamel

annonce la couleur et déclare : «Le préjudice qu'a subi la compagnie Sonatrach est à la fois moral et matériel», une entrée en matière faite sous forme de mise au point adressée aux avocats du Trésor public. Mais avant lui, son prédécesseur, en l'occurrence M^e Labdoune Saïd, porte à la connaissance du président du tribunal criminel que «ce n'est pas parce que Sonatrach n'a pas déposé une plainte qu'elle n'a pas subi de préjudice, mais plutôt parce qu'on n'a pas évalué le préjudice subi». «Il s'agit d'une infraction relevant du droit commun».

Il est 15h 10 mn. Le troisième avocat de la partie civile entame sa plaidoirie. Son intervention est très attendue de par le statut qu'il occupe au sein de la corporation des avocats. Il s'agit du bâtonnier Abdelmadjid Sellini. Ce dernier annonce la couleur et invite l'assistance à rester «vigilante car les révélations risquent de choquer».

Sans détour, Sellini annonce le capital des entreprises privées ayant contracté des projets de partenariat avec le «géant Sonatrach». «Ça fait mal mais c'est la vérité. Voilà comment ces gens (mis en cause) gèrent le géant pétrolier. On négocie avec des coquilles vides», déclare-t-il. Et d'ajouter «que Sonatrach a négocié avec des entreprises qui étaient déjà mortes. A compter d'aujourd'hui, je peux me permettre de parler au nom des 90% d'Algériens. Les gens oublient qu'ils ont violé le serment de ceux qui se sont sacrifiés pour ce pays. On a volé et dilapidé le bien de tout un peuple», a-t-il conclu.

Il est 16h 10 mn et l'avocat de la partie civile poursuit toujours sa plaidoirie. Le réquisitoire de l'accusation est programmé pour aujourd'hui.

A. B.

LE BAC ENTRE LE 29 MAI ET LE 2 JUIN ET LE BEM ENTRE LE 24 ET LE 26 MAI

Le programme des examens officiellement adopté

L'examen du bac se déroulera du 29 mai au 2 juin, le BEM du 24 au 26 mai et l'examen de la 5^e le 22 mai. La commission installée par le ministère de l'Education nationale pour la révision du calendrier des examens nationaux a tranché hier sur les nouvelles dates.

Salima Akkouche - Alger (le Soir) - Les examens nationaux se dérouleront bel et bien avant le mois de Ramadhan. Après les revendications des syndicats, c'est sur celles des élèves que la ministre de l'Education s'est penchée. Jeudi der-

nier alors qu'elle réunissait les syndicats pour discuter du sujet des œuvres sociales, Nouria Benghebrit a annoncé la révision du calendrier des examens nationaux. Sa décision, dit-elle, a été motivée par les appels lancés via les réseaux sociaux par les élèves. Ces derniers demandaient à passer leurs examens de fin de cycle avant le mois du Ramadhan. Composée des différents syndicats du secteur, du directeur de l'Onec (Office nationale des examens et concours) et des cadres du ministère de tutelle, la commission a rendu son verdict hier. Ainsi, l'examen du baccalauréat se déroulera du dimanche 29 mai au jeudi 2 juin. Le BEM (Brevet de l'enseignement moyen) le mardi 24, mercredi

25 et jeudi 26 mai et l'examen de la 5^e le dimanche 22 mai. C'est ce qu'a annoncé hier Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest (Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) qui a pris part aux travaux de cette commission. Cette année, le mois du Ramadhan interviendra le 7 juin prochain. Initialement l'examen du BEM était prévu entre le 7 et le 9 juin et le bac entre le 12 et le 16 juin. La ministre de l'Education a expliqué que le premier trimestre s'étant déroulé sans perturbation et s'attendant au même climat propice durant le reste de l'année scolaire, elle a trouvé que la doléance des élèves

est faisable. «Nous avons attendu la finalisation des trois rencontres régionales qui ont identifié le degré d'avancement dans la réalisation du programme et en même temps ce qui a été mis en exergue, c'est que le climat d'ensemble du premier trimestre s'est très bien déroulé, nous avons énormément de demandes à travers notamment les réseaux sociaux et nous avons pris la décision d'ouvrir la problématique du calendrier des examens nationaux», a déclaré la ministre du secteur jeudi dernier. Et pour l'année prochaine ? Nouria Benghebrit a expliqué qu'elle peut très bien avancer la rentrée scolaire pour permettre la finalisation du programme et pouvoir maintenir les

dates d'examens avant le Ramadhan. Meziane Meriane est catégorique : «Cette année c'est possible, mais avancer les dates des examens nationaux en 2017 et 2018 c'est impossible.» Puisque poursuit-il, le Ramadhan interviendra le 27 mai en 2017 et le 20 mai en 2018. En raison des grandes chaleurs des régions du Sud, la rentrée scolaire, argumente le syndicaliste, ne peut pas être avancée. «Le bac se déroulait durant le mois de Ramadhan les années précédentes, nous ne devons pas répondre aux caprices des élèves pour se trouver dans ce genre de considérations», dit-il.

S. A.

HABITAT

Tebboune opère un vaste mouvement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a procédé à un large mouvement dans son secteur, sur la base des résultats annuels enregistrés.

Selon un communiqué de presse, trente promotions dont 9 ont concerné des femmes ont été décidées au niveau des Directions de l'urbanisme et de la construction, des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et des Directions des équipements publics.

Abdelmadjid Tebboune a également muté 30 directeurs de l'urbanisme et des équipements publics vers d'autres wilayas. En outre, le ministre de l'Habitat

a décidé la fin de fonction de 15 directeurs de l'urbanisme, d'OPGI et d'équipements publics, en raison de «la faiblesse des résultats réalisés et l'insuffisance des aptitudes» pour 9 d'entre eux. Notons qu'une action judiciaire sera intentée contre un directeur d'OPGI pour dépassements, tandis que des directeurs concernés par la fin de fonction sont partis à la retraite. D'autre part, Abdelmadjid Tebboune a adressé des avertissements et des blâmes à 32 directeurs d'équipements publics, d'OPGI et de l'urbanisme et de la construction, en raison de leur bilan peu reluisant dans le domaine de l'habitat rural.

C. B.

PROCÉDURES DOUANIÈRES

Les pays arabes en quête d'harmonisation

L'harmonisation des procédures douanières et la mise en place d'une déclaration en douane unifiée arabe sont au menu de la réunion, ouverte hier et aujourd'hui au Caire, des directeurs généraux des pays membres de la Ligue arabe dont le directeur général des Douanes algériennes, Kaddour Bentahar. Outre l'impulsion de l'union douanière et d'un Code des douanes arabes unifié et l'harmonisation des traductions, cette réunion a porté sur la cohérence des régimes douaniers arabes avec l'Accord de facilitation des échanges de Bali. Le développement de la coopération entre l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et les pays de la région Moyen-Orient — Afrique du Nord dans le domaine de la gouvernance et de la numérisation des douanes a été également abordé lundi.

C. B.